A – EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

Exposé général des motifs

L'élaboration du projet de loi de finances de l'année 2009 se déroule dans le cadre de la premières année de mise en œuvre du programme « Initiative de Soutien à la Politique Economique » appuyé par le FMI ; Ce programme sans décaissement requiert une accentuation des efforts internes de discipline budgétaire.

Elle s'effectue, également, dans un contexte international difficile marqué par la flambée continue du coût du baril malgré un léger infléchissement observé ces derniers jours, et la hausse des prix des denrées de première nécessité amenant l'Etat à suspendre la perception certains droits et taxes liés à l'importation.

Cette conjoncture défavorable s'est répercutée sur le niveau de recouvrement des recettes en 2008. En effet, des moins values importantes ont été enregistrées obligeant, du coup, l'Etat à réguler en baisse les crédits budgétaires accordés aux différents Ministères, Pouvoirs publics et structures parapubliques

En réponse à cette situation, la loi de finances 2009 sera marquée notamment par :

- la confirmation de la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté de seconde génération (DSRP II) qui est le socle des stratégies et politiques nationales de développement économique et social ;
- le maintien du cap pour la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée ;
- l'orientation des actions vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement ;
- le déroulement de la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana) dont les objectifs sont relatifs à la satisfaction, de tous les besoins alimentaires.
- l'utilisation de la méthode de la budgétisation axée sur les résultats pour douze ministères comme en 2008.
- la prise en charge des dépenses d'Education et de Santé, pour respectivement 42,59% et 10,57% pour une recherche de l'efficience ;

LES RECETTES

I.– LES RECETTES FISCALES :

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

Les recettes fiscales sont projetées à **1302 milliards F CFA** contre 1137,5 milliards F CFA en 2008 soit une progression de 164,5 milliards F CFA en valeur absolue et 14,46% en valeur relative.

Ces recettes sont marquées, malgré le ralentissement économique observé à cause du coût élevé du baril de pétrole et l'instabilité de la fourniture d'électricité, par le bon comportement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'Impôt sur les Sociétés (IS) tiré par le dynamisme du sous secteur des Télécommunications, et le bon comportement des revenus tirés de l'importation du pétrole.

II.– LES RECETTES NON FISCALES :

Les recettes non fiscales sont estimées à **35 milliards F CFA** contre 35,2 milliards F CFA en 2008 soit une baisse de 200 millions de F CFA en valeur absolue et 0,57% en valeur relative.

III.– LES RECETTES EXCEPTIONNELLES :

Elles sont constituées par les ressources PPTE et IADM à hauteur 70,080 milliards F CFA .

IV.- LES REMBOURSEMENTS DES PRETS ET AVANCES

En ce qui concerne les **remboursements des prêts et avances**, ils sont évalués à **8 milliards F CFA**.

V.- LES RESSOURCES EXTERIEURES

Les ressources extérieures dont le Trésor n'est pas comptable assignataire sont arrêtées à 260 milliards de F CFA contre 323,264 milliards de F CFA en 2008, soit une baisse de 63,264 milliards en valeur absolue et -19,57% en valeur relative .

LES DEPENSES

A.- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

I.- La dette publique :

Elle est projetée à **150 milliards de F CFA contre 83,2 milliards en 2008** soit une hausse de 66,750 milliards F CFA en valeur absolue et 80,18% en valeur relative. Ce montant est caractérisé par l'option de prévoir le montant brut de la charge et de prendre en recettes les produits attendus du PPTE et de l'IADM qui s'élèvent à 70,08 milliards.

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

Ce montant est décomposé en **dette extérieure pour 97,17 milliards F CFA (** dont principal 69,43 milliards et intérêt 27,74 milliards) et en **dette intérieure pour 52,83 milliards de F CFA** (dont principal 42,57 et intérêt 10,26 milliards de F CFA).

II.- Les dépenses de personnel :

Elles sont projetées à **389 milliards F CFA** contre 358 milliards F CFA en 2008 soit une hausse de 31 milliards F CFA en valeur absolue, et une variation relative de 8,65%.

Le nouveau système de préparation du budget sur SIGFIP a permis un_début de toilettage du fichier du personnel en mettant à jour les imputations budgétaires par agent et en précisant les emplois tenus ; il a également permis_la mise à jour de toutes les indemnités servies à chaque salarié.

III.- Les autres dépenses de fonctionnement :

Les autres dépenses de fonctionnement sont projetées à **540 milliards F CFA** contre 458,3 milliards F CFA en 2008, soit une progression de 82,7 milliards F CFA, en valeur absolue et de 18,06 % en valeur relative.

Les mesures nouvelles sont arrêtées à la somme de 83,447 milliards de F CFA sur la base d'un certain nombre de contraintes.

Ces contraintes concernent notamment :

- les dépenses d'Education et de Santé qui sont projetées respectivement à 42,59% et 10,57% des charges totales des dépenses courantes hors dette publique et hors charges communes. Elles sont en nette progression, en raison de la prise en charge des coûts induits notamment, par la sécurisation des dotations budgétaires ouvertes en application de la convention d'externalisation auprès de Ecobank de certaines dépenses publiques récurrentes.
  Ces dépenses de fonctionnement faciliteront principalement :

  - pour l'éducation, la scolarisation universelle, l'augmentation du taux de passage, l'entretien d'écoles et de salles de classe, le paiement à bonne date des sommes dues aux corps émergents et aux étudiants à travers leurs bourses dont la masse s'est accrue;

  - pour la santé, la consolidation des programmes et projets déjà entamés, le paiement, à bonne date, des primes de motivation à verser aux agents de la santé et le soutien à la gratuité des soins de santé pour les personnes du troisième âge.

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

- les dépenses dans l'agriculture et l'élevage, dans le cadre de l'amélioration de la sécurité alimentaire, la diversification des cultures et l'introduction d'espèces pour la production d'énergies renouvelables et la production de lait.

- les dépenses pour les nouveaux services régionaux, départementaux, voire locaux ;

- le bon déroulement des élections locales ;

- le renforcement des autres budgets sous programme ;

- le soutien au prix de l'huile ;

B.- LE BUDGET D'INVESTISSEMENT 2009

Le montant total des ressources internes de la Loi de Finances 2009 affectées aux investissements publics (dépenses en capital) s'élève **à 437 milliards 750 millions de F.CFA** ainsi répartis :

- 255 milliards 319 millions 500 mille FCFA de dépenses en capital qui concourent à la réalisation du Plan d'Actions Prioritaires du DSRP2. En fait, le montant DSRP de chaque objectif sectoriel constitue la référence minimale d'allocation budgétaire dans la partie investissement de la LF 2009 ;
- 38 milliards 945 millions FCFA de contreparties de l'Etat aux financements extérieurs accordés à notre pays par les partenaires au développement. De ce montant, 36 milliards 292 millions FCFA sont des dépenses éligibles au DSRP et 2 milliards 653 milliards non éligibles au DSRP ;
- 113 milliards 289 millions F CFA de projets prioritaires dont 69 milliards 429 millions FCFA d'engagements en cours à savoir des projets ayant démarré avant 2009 et qui doivent se poursuivre ;
- 64 milliards 588 millions 500 mille FCFA destinés au financement de projets et programmes de priorité secondaire.

L'enveloppe globale des ressources destinée aux dépenses en capital sur ressources propres de l'Etat passe de 429 milliards de FCFA en 2008 à 437 milliards 750 millions de FCFA en 2009, soit une augmentation 8 milliards 750 millions de FCFA en valeur absolue et de 2,04% en valeur relative.

L'ordre de priorité retenue pour l'allocation de ces ressources budgétaires internes a obéi aux critères suivants :

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

- contribution à l'atteinte des Objectifs du PAP du DSRP II intégrant la Stratégie de Croissance Accélérée ;
- contreparties au financement extérieur et autres engagements de l'Etat ;
- engagements en cours ;
- poursuite des projets en cours;
- participations financières et impôts et taxes sur les marchés financés sur ressources extérieures ;
- projets nouveaux.

I – REPARTITION SECTORIELLE DES RESSOURCES INTERNES

La répartition sectorielle des ressources internes du budget d'investissement est la suivante :

Secteurs	Montant en FCFA	%
PRIMAIRE	66.854.000.000	**15**
SECONDAIRE	19.843.000.000	**5**
TERTIAIRE	112.427.000.000	**26**
QUATERNAIRE	238.626.000.000	**55**
TOTAL	**437.750.000.000**	**100**

1) - Contreparties aux financements extérieurs

Les contreparties aux financements extérieurs s'élèvent à la somme de 38 milliards 945 millions de F.CFA.

La répartition par secteur des principales contreparties est consignée dans les tableaux ci-après :

PRIMAIRE

Projet de Développement Agricole de Matam, phase II (PRODAM 2)	1.000.000.000
Appui Développement Rural en Casamance	393.000.000
Programme Services Agricoles et Organisation des Producteurs (PSAOP 2)	1.000.000.000
Programme National de Développement Local (PNDL)	700.000.000
Alimentation en Eau Potable (AEP) villages Gorom lampsar	250.000.000
AEP villages Ndiosmone Palmarin	982.000.000
PEPAM AEP BAD en milieu rural Louga-Kolda-Zig	557.000.000
Projet AEP de Touba	473.000.000
Plan Retour Vers l'Agriculture (REVA)	1014.000.000
Programme de Développement des Marchés Agricoles	216.000.000
Projet gestion intégrée des ressources naturelles	813.000.000
Projet d'Appui aux Filières Agricoles	200.000.000

SECONDAIRE

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

Plates Formes multifonctionnelles	375.000.000
Projet de Diffusion Services Electriques en milieu rural	1.118.000.000
Projet Gestion Energies Traditionnelles et de Substitution	134.000.000

TERTIAIRE

Projet Route Linguère-Matam	2.500.000.000
Projet Route Fatick-Diakhao-Gossas	400.000.000
Entretien périodique routes revêtues	300.000.000
Acquisition de rames réversibles	258.000.000
Projet Boucle du Blouf	400.000.000
Route tamba- Médina Gounass- Frontière Guinée	400.000.000
Réhabilitation de la route Kédougou-Saraya-frontière Mali	1400.000.000
Réhabilitation Kaolack-Birkilane-Tamba	3.280.000.000

QUATERNAIRE

Assainissement du Quartier Darou de Saint-Louis	295.000.000
Projet assainissement ville de Diourbel	390.800.000
Plan Stratégique Lutte SIDA	875.000.000
Programme Santé Luxembourg	240.000.000
Appui au Programme Paludisme/ BID	357.000.000
Programme Santé Maternelle Infantile	600.000.000
Programme Renforcement de la Nutrition	1.172.000.000
Construction Hôpital Dallal Jamm	1.056.000.000
Programme Santé / BAD	393.000.000
Projet Education de Qualité pour Tous	154.000.000
Projet Education Quatre PDEF	678.000.000
Projet de Construction Collèges de proximité	2.960.000.000
Lutte contre les pires formes de travail des enfants	320.000.000
Projet de Renforcement et d'Equipement des Collectivités Locales	1.300.000.000

2) - Dotations aux différents fonds

Fond routier	21.000.000.000
Fond national de l'Hydraulique	650.000.000
Fond d'équipement des collectivités locales	12.500.000.000
Fond de garantie des projets agricoles	3.000.000.000
Fond de calamité des projets agricoles	1.500.000.000
Fond de bonification des projets agricoles	700.000.000
Fond national de développement agro-sylvo-pastoral	500.000.000
Fond national de l'entreprenariat féminin	1.000.000.000
Fond d'impulsion à la micro-finance	130.000.000
Fond d'Appui à la stratégie de croissance accélérée	500.000.000

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

Fond d'appui à la stabulation	800.000.000
Fond de Solidarité Nationale	500.000.000
Fonds Spécial de lutte contre les inondations	2.000.000.000
Fonds d'appui à l'artisanat	300.000.000
Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur	250.000.000

3) - Projets et actions entièrement financés par l'Etat

L'Etat, en dehors des contreparties et de ses engagements financiers portant notamment sur la dotation aux différents fonds, les lettres de mission, les participations financières, les impôts et taxes sur marchés publics et les indemnités d'expropriation et de préemption), assure sur ses propres ressources le financement des principaux projets et actions suivants :

Programme Indépendance	15.000.000.000
Programme « JAXAAY »	5.000.000.000
Construction Arène National	1.000.000.000
Complément Hôpital Fatick et Ziguinchor	1.000.000.000
Construction, Réhabilitation et Equipement Postes de Santé	1.400.000.000
Mise place magasins de référence et centrale d'achat	2.000.000.000
Entretien Routier	21.000.000.000
Elargissement VDN	8.410.000.000
Projet de Prolongement de la Corniche Ouest	7.607.000.000
Route d'Accès RN 1 - Pout	2.000.000.000
Assainissement et réhabilitation RN1	10.000.000.000
Elargissement route patte d'oie Aéroport	3.000.000.000
Programme agricole volet semence arachide	5.000.000.000
Programme agricole volet engrais	5.000.000.000
Programme spécial réfection aménagement hydro-agricole	3.000.000.000
Projet de création de pôles semenciers GOANA	1.000.000.000
Programme agricole volet élevage	1.000.000.000
Programme National d'insémination artificielle	1.750.000.000
Programme de réalisation de 60 points d'eau dans 6 régions	650.000.000
Programme de réalisation des bassins de rétention	1.000.000.000
Programme d'urgence électrification rurale	5.000.000.000
Projet de construction de salles de classes par l'Etat	8.000.000.000
Projet Manuels Scolaires	5.792.000.000
Construction de Lycées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (Tamba et Kolda)	2.500.000.000
Appui Groupements Féminins	800.000.000
Crédit pour les femmes	982.00.000.000
Reconstitution Stock de Sécurité Alimentaire	1.000.000.000
Equipement Défense Nationale	8.000.000.000
Equipement Gendarmerie Nationale	2.525.000.000
Maison de la Presse	3.000.000.000

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

Arène National	1.000.000.000
Construction et Réhabilitation Administration Territoriale	3.000.000.000
Acquisition et Construction postes diplomatiques	8.500.000.000
Achèvement Nouveau Palais de Justice	3.291..000.000
Acquisition immeubles et terrain	2.750.000.000
COMSAT	2.300.000.000
Projet Sénégal Database	1.887.000.000
Festival Mondial des Arts Nègres	10.000.000.000
Programme Spécial Touba	20.000.000.000
Fonds d'Etudes des Projets	10.000.000.000

Par ministère ou institution, l'enveloppe des ressources internes d'investissements en 2008 est répartie comme suit en millions de F CFA :

N° section	MINISTERES OU INSTITUTIONS	BCI 2009	dont DSRP
21	Secrétariat Général de la Présidence de la République	27.710.000.000	700.000.000
22	ASSEMBLEE NATIONALE	500.000.000	0
28	Cour des Comptes	2.125.000.000	0
29	SENAT	2.300.000.000	0
30	Primature	7.484.000.000	4.009.000.000
31	Ministère des Affaires Etrangères	10.466.000.000	0
32	Ministère des Forces Armées	17.109.000.000	0
33	Ministère de l'Intérieur	6.601.630.000	200.000.000
34	Ministère de la Justice	4.411.000.000	0
35	Ministère de la Fonction Publique, de l'Emploi, du Travail et des Organisations professionnelles	1.044.000.000	356.000.000
37	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Coopération Décentralisée	110.000.000	0
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur, de l'Artisanat et du Tourisme	1.313.000.000	1.203.000.000
40	Ministère de l'Economie Maritime, des Transports Maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture	9.142.000.000	2.160.000.000
41	Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et des Transports Aériens	74.185.000.000	71.809.000.000
42	Ministère de l'Agriculture	40.985.000.000	38.720.000.000
43	Ministère de l'Economie et des Finances	16.347.070.000	60.000.000
44	Ministère des Mines, de l'Industrie et des PME	5.149.000.000	3.592.000.000
45	Ministère du Commerce	2.540.000.000	2.300.000.000
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique Urbaine, de l'Hygiène Publique et de l'Assainissement	38.891.000.000	29.440.000.000
47	Ministère de l'Energie	10.718.000.000	10.427.000.000
50	Ministère de l'Education chargé de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire et du Moyen	25.203.000.000	25.203.000.000
51	Ministère des Biocarburants, des Energies Renouvelables et de la Recherche Scientifique	871.000.000	500.000.000
52	Ministère des Sports et des Loisirs	1.700.000.000	600.000.000
53	Ministère de la Culture, du Patrimoine Historique Classé, des Langues Nationales et de la Francophonie	12.349.000.000	1.849.000.000
54	Ministère de la Santé et de la Prévention	14.184.500.000	8.443.500.000
55	Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	1.020.000.000	950.000.000

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

56	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels	6.790.000.000	5.093.000.000
58	Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance	7.107.000.000	6.980.000.000
59	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	9.167.000.000	9.067.000.000
62	Ministère de l'Elevage	5.999.000.000	5.999.000.000
63	Ministère de l'Information, des Télécommunications, des TICS, du NEPAD et des Relations avec les Institutions	6.025.000.000	100.000.000
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales	16.399.000.000	15.299.000.000
72	Ministère de l'Hydraulique Rurale et du Réseau Hydrographique National	5.692.000.000	5.674.000.000
75	Ministère de l'Enseignement Secondaire, des Centres Universitaires Régionaux (CUR) et des Universités	8.211.000.000	6.586.000.000
	Dépenses communes d'investissement gérées par le MEF	37.901.800.000	0
TOTAL GENERAL		437.750.000.000	257.319.500.000

Les ressources extérieures mises à la disposition du Sénégal par les partenaires au développement sous forme de prévisions de tirage au titre de la gestion 2009 portent sur un montant de 260 milliards F CFA. Ainsi, les investissements publics prévus dans la Loi de Finances 2009 qui s'élèvent à 697,75 milliards FCFA seront financés sur ressources internes à hauteur de 62,7% et sur ressources extérieures pour 37,3%.

II- REPARTITION SECTORIELLE DES RESSOURCES EXTERIEURES

Les prévisions de tirages sur les ressources extérieures pour la gestion 2008 se répartissent comme suit par secteur :

SECTEURS	EMPRUNTS	SUBVENTION	TOTAL
PRIMAIRE	55.955.000.000	26.157.000.000	82.112.000.000
SECONDAIRE	13.380.000.000	14.128.000.000	27.508.000.000
TERTIAIRE	38.877.000.000	31.479.000.000	70.356.000.000
QUATERNAIRE	24.085.000.000	55.939.000.000	80.024.000.000
TOTAL	**132.297.000.000**	**127.703.000.000**	**260.000.000.000**

III- REPARTITION SECTORIELLE DES RESSOURCES INTERIEURES ET EXTERIEURES

Au total, la répartition des crédits de paiement sur financement interne de l'Etat et des prévisions de tirage sur ressources extérieures s'établit comme suit :

SECTEURS	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
PRIMAIRE	66.854.000.000	82.112.000.000	148.966.000.000	**21**
SECONDAIRE	19.843.000.000	27.508.000.000	47.351.000.000	**7**
TERTIAIRE	112.427.000.000	70.356.000.000	182.783.000.000	**26**
QUATERNAIRE	238.626.000.000	80.024.000.000	318.650.000.000	**46**
TOTAL	**437.750.000.000**	**260.000.000.000**	**697.750.000.000**	**100**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

C.- LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Ils sont arrêtés, en ressources et en dépenses, à 58,160 milliards F CFA contre 61,285 milliards F CFA en 2008 soit une baisse de 2,525 milliards F CFA.

Ces baisses font suite à la non reconduction de la dotation du Compte de Garanties et d'Avals et à la suppression des comptes de commerces de la DPS et de l'Administration Pénitentiaire qui ne fonctionnent pas.

Continuant depuis six ans, l'appui au compte «prêts à divers particuliers », il sera alloué cette année-ci, également, une subvention de 6 milliards F CFA du budget de l'Etat pour continuer d'appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Etat afin de tenir compte du nombre très important de demandeurs éligibles à ce programme.

Comparativement à la loi de finances 2006 et à la loi de finances rectificative 2006, à la loi de finances 2007 et à la loi de finances rectificative 2007, à la loi de finances 2008 et à la loi de finances rectificative 2008, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances pour l'année 2009 sont présentés dans le tableau ci-après :

En milliards de CFA

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

	2006 LF	2006 LFR	2007 LF	2007 LFR	2008 LFI	2008 LFR	2009 LFI	ECARTS LF08-LF07 %
BUDGET GENERAL								
Recettes du budget général	**1344,1**	**1398,0**	**1452,4**	**1558,7**	**1579,0**	**1647,5**	**1755,5**	**11,18%**
Recettes internes	**1001,5**	**1021,0**	**1126,9**	**1201,9**	**1255,8**	**1307,6**	**1495,5**	**19,09%**
Recettes ordinaires hors dons	918,4	937,9	1048,0	1057,5	1172,7	1087,5	1337,0	14,01%
Re cettes exceptionnelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	137,1	70,1	70000,00%
Autres recettes	8,0	8,0	0,0	0,5	8,0	8,0	8,0	
Emprunt obligataire	75,0	75,0	78,8	143,8	75,0	75,0	61,8	-17,60%
Dons budgétaires							18,6	
Recettes externes	**342,6**	**377,0**	**325,5**	**356,8**	**323,2**	**339,9**	**260,0**	**-19,55%**
Dons budgétaires	12,6	12,6	13,7	39,7	14,0	14,0	0,0	-100,00%
Emprunt programme	37,0	37,0	50,2	50,2	34,2	34,2	0,0	-100,00%
Ressources affectées	293,0	327,4	261,6	266,9	275,0	291,7	260,0	-5,45%
Charges du budget général hors CST	**1360,6**	**1414,5**	**1465,9**	**1575,7**	**1591,5**	**1663,3**	**1776,8**	**11,64%**
Dépenses de fonctionnement	**747,3**	**742,1**	**814,3**	**825,1**	**887,5**	**966,2**	**1079,0**	**21,58%**
Dette publique	119,5	97,5	88,2	88,2	83,2	83,2	150,0	80,29%
Traitements et salaires	266,3	266,3	310,0	310,0	347,0	347,0	389,0	12,10%
Autres dépenses courantes	361,5	378,3	416,1	426,9	457,3	536,0	540,0	18,08%
Dépenses en capital	**613,3**	**672,4**	**651,6**	**750,6**	**704,0**	**697,1**	**697,8**	-0,88%
-sur ressources internes	320,3	345,0	390,0	483,7	429,0	405,4	437,8	2,05%
- sur ressources externes	293,0	327,4	261,6	266,9	275,0	291,7	260,0	-5,45%
Solde du Budget général	**-16,5**	**-16,5**	**-13,5**	**-17,0**	**-12,5**	**-15,8**	**-21,3**	**70,40%**
COMPTES SPECIAUX TRESOR								
Ressources propres	41,7	41,7	44,8	44,8	51,8	51,8	52,2	0,77%
Charges	47,2	47,2	53,3	49,8	61,3	61,3	58,2	-5,06%
Solde des comptes spéciaux	**-5,5**	**-5,5**	**-8,5**	**-5,0**	**-9,5**	**-9,5**	**-6,0**	**-36,84%**
dont Avals et garanties +/- prêts log	5,5	5,5	8,5	5,0	9,5	9,5	9,5	0,00%
SOLDE GLOBAL								
Y compris dons	**-22,0**	**-22,0**	**-22,0**	**-22,0**	**-22,0**	**-25,3**	**-27,3**	**24,09%**

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances pour l'année 2009 soumis à votre adoption.

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

B – EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

LISTE DES ARTICLES

ARTICLES	LIBELLES	N° de page
	PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	
1	**Dispositions relatives aux ressources**	4
2	**Dispositions relatives aux charges**	5
3	**Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges**	5-6
	DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES	
	A- BUDGET GENERAL	
	A-1 Budget de fonctionnement	
4	**Dépenses ordinaires : services votés**	7
5	**Dépenses ordinaires : mesures nouvelles**	8
	A-1 Budget d'investissement	
6	**Dépenses en capital sur ressources propres**	9
7	**Dépenses en capital sur ressources extérieures**	10
	B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	
8	**Comptes d'affectation spéciale**	11-12
9	**Dispositions relatives aux soldes des comptes d'affectation spéciale**	13
10	**Comptes de commerce**	13
11	**Comptes d'opérations monétaires**	14
12	**Comptes de prêts**	14
13	**Comptes d'avances**	15
14	**Comptes de garanties et d'avals**	15
15	**Affectations comptables**	16
	C- : DISPOSITIONS DIVERSES	
16	**Taxes parafiscales**	17
17	**Crédits évaluatifs**	17
18	**Dispositions relatives au respect des règles organisant les dépenses publiques**	18

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.

Texte de l'article :

« I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2009 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2009, à la somme de 1.522.750.000. 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2009, à la somme de 260.000.000.000 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Est annexé à cet article un état qui donne les prévisions de recettes par chapitre, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 31 août 2008 d'une part, et d'autre part sur les projections révisées du programme financier. Les prévisions de recettes internes sont de 1.522.750.000.000 de francs CFA dont un appui budgétaire des Pays-Bas pour 6.6 milliards de F CFA et du Canada pour 12 milliards de f CFA.

Les prévisions de recettes externes sont de 260.000.000.000 de francs CFA financés notamment par des dons projet, des tirages sur des dons et emprunts pour un même montant.

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : Evaluation des charges

Texte de l'article :

« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2009, à la somme de 1.776.750.000.000 francs CFA conformément aux annexes III, IV et V de la présente loi. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et sont relatives à l'amortissement des charges de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses de fonctionnement, aux dépenses d'investissement et une subvention de 6 milliards aux comptes spéciaux du Trésor

Par rapport à l'année 2008, ces charges progressent de 175.636.737.000 francs CFA en valeur absolue et 12,47% en valeur relative.

C – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

Texte de l'article

I - Pour l'année 2009, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte , sont fixés aux montants suivants :

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

En millions de francs

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
1 - BUDGET GENERAL				
A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
A 1 - Recettes internes		A1 Dépenses financées sur recettes internes		
A 1 - 1 Recettes hors emprunt				
Recettes fiscales	1 302 000	Dette publique	150 000	
Recettes non fiscales	35 000	Dépenses de personnel	389 000	
Recettes Exceptionnelles	70 080	Autres dépenses courantes	540 000	
Remboursements Prêts et avances	8 000	Dépenses en capital sur ressources internes	437 750	
Total recettes internes hors emprunt	**1 415 080**	Total dépenses sur recettes internes	**1 516 750**	101 670
A 1 - 2 Emprunt				
Emprunts	80 410			
Total emprunt	**80 410**			
Total A = (A-1-1 + A 1-2)	**1 495 490**	Total A = (A-1-1)	**1 516 750**	-21 260
B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
B - Recettes externes				
Tirage Dons et emprunts	260 000	Dépenses en capital sur ressources externes	260 000	
Total B	**260 000**	Total B	**260 000**	
TOTAL 1 = (A + B)	1 755 490	TOTAL 1 = (A + B)	1 776 750	-21 260
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	52 160	Titre 7 Dépenses	58 160	-6 000
TOTAL C = (1 + 2)	1 807 650	TOTAL C = (1 + 2)	1 834 910	-27 260

II. – Pour l'année 2009, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 367.670. 000. 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à court et moyen terme, à des emprunts à long terme et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»

Exposé des motifs

1- Le tableau annexé à l'article 3 récapitule les ressources et les charges du Budget général, des Comptes spéciaux du Trésor.

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But –Une Foi
****

1B2704

ASSEMBLEE NATIONALE
****

XI[ÈME] LÉGISLATURE

N°63 /2008

Loi portant loi de Finances pour l'année 2009

=-=-=-=-=-=-=-=-=

L'Assemblée nationale, après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du mardi 18 novembre 2008, la loi provisoire dont la teneur suit :

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE

TITRE PREMIER : dispositions relatives aux ressources et aux charges

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER *I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2009 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2009, à la somme de 1.522.750.000. 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2009, à la somme de 260.000.000.000 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

B- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : *Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2009, à la somme de 1.776.750.000.000 francs CFA conformément aux annexes III, IV et V de la présente loi.*

TITRE II : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

A- EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET

ARTICLE 3 : *I - Pour l'année 2009, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte , sont fixés aux montants suivants :*

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

En millions de francs

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
1 - BUDGET GENERAL				
A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
A 1 - Recettes internes		A1 Dépenses financées sur recettes internes		
A 1 - 1 Recettes hors emprunt				
Recettes fiscales	1 302 000	Dette publique	150 000	
Recettes non fiscales	35 000	Dépenses de personnel	389 000	
Recettes Exceptionnelles	70 080	Autres dépenses courantes	540 000	
Remboursements Prêts et avances	8 000	Dépenses en capital sur ressources internes	437 750	
Total recettes internes hors emprunt	1 415 080	Total dépenses sur recettes internes	1 516 750	101 670
A 1 - 2 Emprunt				
Emprunts	80 410			
Total emprunt	80 410			
Total A = (A-1-1 + A 1-2)	1 495 490	Total A = (A-1-1)	1 516 750	-21 260
B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
B - Recettes externes				
Tirage Dons et emprunts	260 000	Dépenses en capital sur ressources externes	260 000	
Total B	260 000	Total B	260 000	
TOTAL 1 = (A + B)	1 755 490	TOTAL 1 = (A + B)	1 776 750	-21 260
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	52 160	Titre 7 Dépenses	58 160	-6 000
TOTAL C = (1 + 2)	1 807 650	TOTAL C = (1 + 2)	1 834 910	-27 260

II. – Pour l'année 2009, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 367.670. 000. 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à court et moyen terme, à des emprunts à long terme et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie .

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE I : moyens des services

A- DEPENSES SUR RESSOURCES INTERIEURES

ARTICLE 4 : *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2009, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 964.550.665.200 francs CFA conformément à l' annexe III et selon la répartition par titre suivante :*

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	*150 000 000 000 francs CFA*
- Titre 2 dépenses de personnel	*358 000 000 000 francs CFA*
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	*219 976 141 200 francs CFA*
- Titre 4 transferts courants	*236 574 524 000 francs CFA*

ARTICLE 5 : *Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2009, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 114.449.334.800 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 2 dépenses de personnel	*31 000 000 000 francs CFA*
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	*49 163 858 800 francs CFA*
- Titre 4 transferts courants	*34 285 476 000 francs CFA*

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.

ARTICLE 6 : *I – Il est ouvert pour l'année 2009, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 437.750.000.000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	*169 956 100 000 francs CFA*
- Titre 6: Tranfert en capital	*267 793 900 000 francs CFA*

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2009, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 437.750.000.000 francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

Fond routier	*21.000.000.000 francs CFA*
Fond national de l'Hydraulique	*650.000.000 francs CFA*
Fond d'équipement des collectivités locales	*12.500.000.000 francs CFA*
Fond de garantie des projets agricoles	*3.000.000.000 francs CFA*
Fond de calamité des projets agricoles	*1.500.000.000 francs CFA*
Fond de bonification des projets agricoles	*700.000.000 francs CFA*
Fond national de développement agro-sylvo-pastoral	*500.000.000 francs CFA*
Fond national de l'entreprenariat féminin	*1.000.000.000 francs CFA*
Fond d'impulsion à la micro-finance	*130.000.000 francs CFA*
Fond d'Appui à la stratégie de croissance accélérée	*500.000.000 francs CFA*
Fond d'appui à la stabulation	*800.000.000 francs CFA*
Fond de Solidarité Nationale	*500.000.000 francs CFA*
Fonds Spécial de lutte contre les inondations	*2.000.000.000 francs CFA*
Fonds d'appui à l'artisanat	*300.000.000 francs CFA*
Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur	*250.000.000 francs CFA*

B- INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES

ARTICLE 7 : *I Pour la loi de finances de l'année 2009, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 260.000.000 de francs CFA ainsi réparties :*

- Emprunt	*132 297 000 000 francs CFA*
- Subvention	*127 703 000 000 francs CFA*

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 1.977.096.000.000 de francs CFA. ainsi répartis :

- Emprunt	*1 253 390 000 francs CFA*
- Subvention	*723 706 000 francs CFA*

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

C- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

ARTICLE 8 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2009 sont évaluées à 42.410.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2009, s'élèvent à 44.410.000.000 francs CFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.*

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ARTICLE 9 : *les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2009, ne sont pas reportés à l'exception du solde du compte « Fonds national de Retraite.*

ARTICLE 10 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2009 sont évaluées à 150.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2009, s'élèvent à 150.000.000 francs CFA.

ARTICLE 11: *les comptes d'opérations monétaires sont supprimés.*

ARTICLE 12: *I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2009, sont évaluées à 12.800.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2009, s'élèvent à 12.800.000.000 francs CFA.

ARTICLE 13: *I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2009, s'élèvent à 800.000.000 francs CFA.

ARTICLE 14: *le compte de garanties et d'avals est suspendu.*

ARTICLE 15: *Compte tenu des dispositions des articles 8 à 14, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 58.160.000.000 francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.*

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2009 sont évaluées à la somme de 58.160.000.000 francs CFA.

TITRE II : dispositions diverses

A- TAXES PARAFISCALES

ARTICLE 16 : *La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2009.*

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

B- CREDITS EVALUATIFS

ARTICLE 17 : *Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII.*

C- RESPECT DES REGLES ORGANISANT LES DEPENSES PUBLIQUES

ARTICLE 18: *Tout acte de dépenses qui engage les finances d'une personne morale de droit public est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques que sont : l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la confirmation de sa régularité et de sa prise en charge par l'ordonnateur, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.*

Tout contrat conclu en violation de ces obligations est nul et de nullité absolue.

De même, les dispositions de l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration relatives à la compensation financière pour des livraisons de biens ou de services ne s'appliqueront qu'aux travaux d'un montant inférieur ou égal à 50 millions de francs CFA, ou aux travaux dont les marchés, quelque soit le montant, sont approuvés par le Ministre chargé des finances.

Dakar, le 18 Novembre 2008

Le Président de séance

Iba Der THIAM

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 1

Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En francs

Article	Parag.	NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFI 2008	REALISATIONS AU 31 /08 /08	TAUX REALISA	PREVISIONS PLFI 2009	ECARTS LF 2008/LF 2009	TAUX PROG.
		RECETTES INTERNES						
71		RECETTES FISCALES						
		IMPOTS DIRECTS						
71	1	Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	120 500 000 000	203 900 000 000	169,21%	141 800 000 000	21 300 000 000	17,68%
71	2	Impôts sur les salaires et autres rémunérations	143 500 000 000		0,00%	173 200 000 000	29 700 000 000	20,70%
71	3	Impôts sur le patrimoine	19 000 000 000			20 000 000 000	1 000 000 000	
71	4	autres impôts directs CGI	4 500 000 000		0,00%	2 700 000 000	-1 800 000 000	-40,00%
		total impôts directs.....	**287 500 000 000**	**203 900 000 000**	70,92%	**337 700 000 000**	**50 200 000 000**	**17,46%**
71		IMPOTS INDIRECTS						
71	5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	643 600 000 000	366 700 000 000	56,98%	689 600 000 000	46 000 000 000	7,15%
71	6	Droits de timbre et d'enregistrement	30 000 000 000	30 400 000 000	101,33%	33 500 000 000	3 500 000 000	11,67%
71	7	Droits et taxes à l'importation	176 400 000 000	96 500 000 000	54,71%	189 000 000 000	12 600 000 000	7,14%
71	9	Autres recettes fiscales		12 600 000 000		52 200 000 000	52 200 000 000	
		total impôts indirects.....	**850 000 000 000**	**506 200 000 000**	**59,55%**	**964 300 000 000**	**114 300 000 000**	**13,45%**
71		TOTAL RECETTES FISCALES	**1 137 500 000 000**	**710 100 000 000**	**62,43%**	**1 302 000 000 000**	**164 500 000 000**	**14,46%**
72		RECETTES NON FISCALES						
72	1	Revenu de l'entreprise et du domaine	3 900 000 000	2 900 000 000	74,36%	4 300 000 000	400 000 000	10,26%
72	2	Droits et frais administratifs	700 000 000	0	0,00%	800 000 000	100 000 000	14,29%
72	3	Amendes et condamnations pécunières	3 100 000 000	0	0,00%	100 000 000	-3 000 000 000	-96,77%
72	4	produits financiers	26 300 000 000	20 600 000 000	78,33%	26 800 000 000	500 000 000	1,90%
72	5	Autres recettes non fiscales	1 200 000 000	1 100 000 000	91,67%	3 000 000 000	1 800 000 000	150,00%
							0	
72		TOTAL RECETTES NON FISCALES	**35 200 000 000**	**24 600 000 000**	**69,89%**	**35 000 000 000**	**-200 000 000**	**-0,57%**
		TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES Art 71- 72	**1 172 700 000 000**	**734 700 000 000**	**62,65%**	**1 337 000 000 000**	**164 300 000 000**	**14,01%**
74		Dons budgétaires		0	0,00%	18 600 000 000	18 600 000 000	#DIV/0!
76		Recettes exceptionnelles (dont PPTE/IADM)	100 000 000		0,00%	70 080 000 000	69 980 000 000	69980,00%
29		Remboursement Prêts rétrocédés	8 000 000 000	0	0,00%	8 000 000 000	0	0,00%
0176		Emprunts	97 000 000 000			89 070 000 000	-7 930 000 000	-8,18%
		TOTAL AUTRES RECETTES ART 74 - 76- 29	**105 100 000 000**	**0**	**0,00%**	**185 750 000 000**	**62 050 000 000**	**59,04%**
		TOTAL RECETTES INTERNES art 71- 72- 74- 76 - 29	**1 277 800 000 000**	**734 700 000 000**	**57,50%**	**1 522 750 000 000**	**226 350 000 000**	**17,71%**
		RECETTES EXTERNES						
12		Dons Projet et leg	109 060 000 000		0,00%	126 375 000 000	17 315 000 000	15,88%
15		Tirage sur Dons et emprunt projets	166 004 000 000		0,00%	133 625 000 000	-32 379 000 000	-19,50%
16		Emprunt programme	34 200 000 000		0,00%	0	-34 200 000 000	-100,00%
74		Dons Programmes	14 000 000 000	0	0,00%	0	-14 000 000 000	-100,00%
		TOTAL RECETTES EXTERNES art 12- 15- 74	**323 264 000 000**	**0**	**0,00%**	**260 000 000 000**	**-63 264 000 000**	**-19,57%**
		TOTAL GENERAL DES RECETTES	**1 601 064 000 000**	**734 700 000 000**	**45,89%**	**1 782 750 000 000**	**181 686 000 000**	**11,35%**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 2
Comptes spéciaux du Trésor

En francs

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
Fonds National de retraite	43 000 000 000	43 000 000 000
Fonds de Lutte contre incendies	300 000 000	300 000 000
Caisse d'encourag. à la Pêche et Industries Annexes	900 000 000	900 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	210 000 000	210 000 000
s/total	**44 410 000 000**	**44 410 000 000**
COMPTES DE COMMERCE		
Opér. à caracètere industriel et Commerc. des Armées	150 000 000	150 000 000
Opér. à caracètere industriel et Commercial DPS	0	0
Opé. à caracètere ind. et Com. Etabl. Pénitentiers	0	0
s/total	**150 000 000**	**150 000 000**
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES		
Comptes de pertes et profits de Change	0	0
s/total	**0**	**0**
COMPTES DE PRETS		
Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
prêts aux Collectivités locales	800 000 000	800 000 000
prêts à divers organismes	0	0
prêts à divers particuliers	12 000 000 000	12 000 000 000
s/total	**12 800 000 000**	**12 800 000 000**
COMPTES D'AVANCES		
Avances Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
Avance à 1 an à divers organismes	0	0
Avance à 1 an à divers agents publics	0	0
Avance à 1 an aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000
s/total	**800 000 000**	**800 000 000**
COMPTE GARANTIES ET AVALS		
Garanties et avals	0	0
s/total	**0**	**0**
RECAPITULATION GENERALE		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	44 410 000 000	44 410 000 000
COMPTES DE COMMERCE	150 000 000	150 000 000
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	0	0
COMPTES DE PRETS	12 800 000 000	12 800 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000	800 000 000
COMPTE GARANTIES ET AVALS	0	0
total	**58 160 000 000**	**58 160 000 000**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

Annexe 3

Récapitulation des Services Votés par Pouvoir public ou Ministère et par titre en dépenses de fonctionnement

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009 Réévaluation Services Votés
10 Dette Publique		
DETTE PUBLIQUE		
Dette Publique		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et dépens	83.250.000.000	150.000.000.000
Total Dette Publique	**83.250.000.000**	**150.000.000.000**
TOTAL DETTE PUBLIQUE	**83.250.000.000**	**150.000.000.000**
Total Général Section 10	**83.250.000.000**	**150.000.000.000**
21 Présidence de la République		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	3.161.233.180	3.984.032.540
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	9.011.045.000	9.210.171.000
Titre 4 - 21 Transferts courants	4.721.516.000	4.697.516.000
Total Budget de Fonctionnement	**16.893.794.180**	**17.891.719.540**
TOTAL BUDGET GENERAL	**16.893.794.180**	**17.891.719.540**
Total Général Section 21	**16.893.794.180**	**17.891.719.540**
22 Assemblée Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	4.130.795.540	6.294.381.860
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	6.107.847.000	4.760.500.000
Titre 4 - 22 Transferts courants	96.800.000	96.800.000
Total Budget de Fonctionnement	**10.335.442.540**	**11.151.681.860**
TOTAL BUDGET GENERAL	**10.335.442.540**	**11.151.681.860**
Total Général Section 22	**10.335.442.540**	**11.151.681.860**
23 Commission Electorale Nationale Autonome		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 4 - 23 Transferts courants	1.600.000.000	1.000.000.000
Total Budget de Fonctionnement	**1.600.000.000**	**1.000.000.000**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1.600.000.000**	**1.000.000.000**
Total Général Section 23	**1.600.000.000**	**1.000.000.000**
25 Conseil Constitutionnel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	119.084.000	127.704.800
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	73.761.000	73.761.000
Total Budget de Fonctionnement	**192.845.000**	**201.465.800**
TOTAL BUDGET GENERAL	**192.845.000**	**201.465.800**
Total Général Section 25	**192.845.000**	**201.465.800**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009 Réévaluation Services Votés
26 Conseil d'etat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 26 Dépenses de personnel	225.210.960	0
Titre 3 - 26 Dépenses de fonctionnement	140.003.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**365.213.960**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**365.213.960**	**0**
Total Général Section 26	**365.213.960**	**0**
27 Cour Suprême		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	514.972.940	918.030.400
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	264.358.000	224.148.000
Titre 4 - 27 Transferts courants	2.100.000	2.100.000
Total Budget de Fonctionnement	**781.430.940**	**1.144.278.400**
TOTAL BUDGET GENERAL	**781.430.940**	**1.144.278.400**
Total Général Section 27	**781.430.940**	**1.144.278.400**
28 Cour des Comptes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	671.544.000	702.340.520
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	314.250.000	314.250.000
Total Budget de Fonctionnement	**985.794.000**	**1.016.590.520**
TOTAL BUDGET GENERAL	**985.794.000**	**1.016.590.520**
Total Général Section 28	**985.794.000**	**1.016.590.520**
29 SENAT		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	1.200.000.000	3.062.777.000
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	2.000.000.000	1.033.492.000
Total Budget de Fonctionnement	**3.200.000.000**	**4.096.269.000**
TOTAL BUDGET GENERAL	**3.200.000.000**	**4.096.269.000**
Total Général Section 29	**3.200.000.000**	**4.096.269.000**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009
		Réévaluation Services Votés
30 Primature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1.209.022.440	1.453.340.180
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3.453.573.000	3.472.359.000
Titre 4 - 30 Transferts courants	2.942.979.000	3.076.979.000
Total Budget de Fonctionnement	**7.605.574.440**	**8.002.678.180**
TOTAL BUDGET GENERAL	**7.605.574.440**	**8.002.678.180**
Total Général Section 30	**7.605.574.440**	**8.002.678.180**
31 Ministère des Affaires Etrangères		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	14.482.179.260	16.457.535.680
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12.274.722.131	12.710.313.558
Titre 4 - 31 Transferts courants	4.529.336.000	4.529.336.000
Total Budget de Fonctionnement	**31.286.237.391**	**33.697.185.238**
TOTAL BUDGET GENERAL	**31.286.237.391**	**33.697.185.238**
Total Général Section 31	**31.286.237.391**	**33.697.185.238**
32 Ministère des Forces Armées		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	57.656.448.160	59.509.778.220
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	19.851.228.000	19.499.826.000
Titre 4 - 32 Transferts courants	2.482.879.000	2.005.279.000
Total Budget de Fonctionnement	**79.990.555.160**	**81.014.883.220**
TOTAL BUDGET GENERAL	**79.990.555.160**	**81.014.883.220**
Total Général Section 32	**79.990.555.160**	**81.014.883.220**
33 Ministère de l'Intérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	22.315.006.040	22.909.667.320
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	10.542.412.700	5.325.481.600
Total Budget de Fonctionnement	**32.857.418.740**	**28.235.148.920**
TOTAL BUDGET GENERAL	**32.857.418.740**	**28.235.148.920**
Total Général Section 33	**32.857.418.740**	**28.235.148.920**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009
		Réévaluation Services Votés
34 Ministère de la Justice et Garde des Sceaux		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	13.998.052.340	14.990.267.680
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	5.499.957.000	5.394.372.000
Titre 4 - 34 Transferts courants	885.700.000	885.700.000
Total Budget de Fonctionnement	**20.383.709.340**	**21.270.339.680**
TOTAL BUDGET GENERAL	**20.383.709.340**	**21.270.339.680**
Total Général Section 34	**20.383.709.340**	**21.270.339.680**
35 Min Fonction Publi,Travail et Organi Profess		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1.122.272.480	1.414.565.020
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	564.869.000	379.230.000
Titre 4 - 35 Transferts courants	178.000.000	178.000.000
Total Budget de Fonctionnement	**1.865.141.480**	**1.971.795.020**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1.865.141.480**	**1.971.795.020**
Total Général Section 35	**1.865.141.480**	**1.971.795.020**
37 Ministère de la Micro-Finance et de la Coopération Décentralisée		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	223.829.300	0
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	193.755.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**417.584.300**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**417.584.300**	**0**
Total Général Section 37	**417.584.300**	**0**
38 Ministère des Langues Nationales et de la Francophonie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	327.037.780	0
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	251.239.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**578.276.780**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**578.276.780**	**0**
Total Général Section 38	**578.276.780**	**0**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009
		Réévaluation Services Votés
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur, de l'Artisanat et du Tourisme		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	215.769.940	785.851.000
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	260.371.000	307.555.760
Titre 4 - 39 Transferts courants	61.474.000	559.250.000
Total Budget de Fonctionnement	**537.614.940**	**1.652.656.760**
TOTAL BUDGET GENERAL	**537.614.940**	**1.652.656.760**
Total Général Section 39	**537.614.940**	**1.652.656.760**
40 Ministère de l'Economie Maritime, des Transports Maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1.282.557.600	1.481.152.720
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	728.909.000	475.424.000
Titre 4 - 40 Transferts courants	191.600.000	21.600.000
Total Budget de Fonctionnement	**2.203.066.600**	**1.978.176.720**
TOTAL BUDGET GENERAL	**2.203.066.600**	**1.978.176.720**
Total Général Section 40	**2.203.066.600**	**1.978.176.720**
41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et Aériens		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	562.248.120	1.091.774.560
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	470.317.000	472.931.000
Titre 4 - 41 Transferts courants	0	100.000.000
Total Budget de Fonctionnement	**1.032.565.120**	**1.664.705.560**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1.032.565.120**	**1.664.705.560**
Total Général Section 41	**1.032.565.120**	**1.664.705.560**
42 Ministère de l'Agriculture		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2.765.076.240	3.053.332.760
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1.597.496.000	1.116.839.000
Titre 4 - 42 Transferts courants	4.971.317.000	4.971.317.000
Total Budget de Fonctionnement	**9.333.889.240**	**9.141.488.760**
TOTAL BUDGET GENERAL	**9.333.889.240**	**9.141.488.760**
Total Général Section 42	**9.333.889.240**	**9.141.488.760**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009
		Réévaluation Services Votés
43 Ministère de l'Economie et des Finances		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	15.470.243.440	16.972.776.860
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	6.722.165.680	6.396.605.680
Titre 4 - 43 Transferts courants	3.240.480.000	3.240.480.000
Total Budget de Fonctionnement	**25.432.889.120**	**26.609.862.540**
TOTAL BUDGET GENERAL	**25.432.889.120**	**26.609.862.540**
Total Général Section 43	**25.432.889.120**	**26.609.862.540**
44 Ministère des Mines, de l'Industrie et des PME		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	411.132.120	491.331.880
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	473.967.000	282.312.000
Titre 4 - 44 Transferts courants	1.532.137.000	1.532.137.000
Total Budget de Fonctionnement	**2.417.236.120**	**2.305.780.880**
TOTAL BUDGET GENERAL	**2.417.236.120**	**2.305.780.880**
Total Général Section 44	**2.417.236.120**	**2.305.780.880**
45 Ministère du Commerce		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1.157.044.660	1.280.613.780
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	335.810.000	399.810.000
Titre 4 - 45 Transferts courants	814.620.000	814.620.000
Total Budget de Fonctionnement	**2.307.474.660**	**2.495.043.780**
TOTAL BUDGET GENERAL	**2.307.474.660**	**2.495.043.780**
Total Général Section 45	**2.307.474.660**	**2.495.043.780**
46 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat de l'Hydraulique Urbaine, de l'Hygiene Publique et de l'Assainissement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1.291.203.080	1.770.074.640
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	1.194.481.000	1.279.638.000
Titre 4 - 46 Transferts courants	0	300.000.000
Total Budget de Fonctionnement	**2.485.684.080**	**3.349.712.640**
TOTAL BUDGET GENERAL	**2.485.684.080**	**3.349.712.640**
Total Général Section 46	**2.485.684.080**	**3.349.712.640**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009
		Réévaluation Services Votés
47 Ministère de l'Energie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	224.811.820	192.403.040
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	232.201.000	126.841.000
Titre 4 - 47 Transferts courants	20.000.000	20.000.000
Total Budget de Fonctionnement	**477.012.820**	**339.244.040**
TOTAL BUDGET GENERAL	**477.012.820**	**339.244.040**
Total Général Section 47	**477.012.820**	**339.244.040**
48 Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Coopération décentralisée		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 48 Dépenses de personnel	0	405.075.120
Titre 3 - 48 Dépenses de fonctionnement	0	199.036.000
Total Budget de Fonctionnement	**0**	**604.111.120**
TOTAL BUDGET GENERAL	**0**	**604.111.120**
Total Général Section 48	**0**	**604.111.120**
49 Ministère de l'Artisanat et des Transports Aériens		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	593.063.520	0
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	347.593.438	0
Titre 4 - 49 Transferts courants	547.776.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**1.488.432.958**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1.488.432.958**	**0**
Total Général Section 49	**1.488.432.958**	**0**
50 Ministère de l'Education chargé de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire et du Moyen		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	118.787.234.140	91.412.767.280
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	60.253.737.460	58.292.997.712
Titre 4 - 50 Transferts courants	61.422.727.000	2.016.035.000
Total Budget de Fonctionnement	**240.463.698.600**	**151.721.799.992**
TOTAL BUDGET GENERAL	**240.463.698.600**	**151.721.799.992**
Total Général Section 50	**240.463.698.600**	**151.721.799.992**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009
		Réévaluation Services Votés
51 Ministère des Biocarburants, des Energies Renouvelables et de la Recherche Scientifique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 51 Dépenses de personnel	190.094.640	242.607.740
Titre 3 - 51 Dépenses de fonctionnement	170.838.000	140.057.000
Titre 4 - 51 Transferts courants	1.386.055.000	1.385.055.000
Total Budget de Fonctionnement	**1.746.987.640**	**1.767.719.740**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1.746.987.640**	**1.767.719.740**
Total Général Section 51	**1.746.987.640**	**1.767.719.740**
52 Ministère des Sports et des Loisirs		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1.156.932.480	1.190.258.480
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	4.151.405.000	2.056.691.000
Titre 4 - 52 Transferts courants	121.115.000	121.115.000
Total Budget de Fonctionnement	**5.429.452.480**	**3.368.064.480**
TOTAL BUDGET GENERAL	**5.429.452.480**	**3.368.064.480**
Total Général Section 52	**5.429.452.480**	**3.368.064.480**
53 Ministère de la Culture, du Patrimoine Historique Classe, des Langues Nationales et de la Francophonie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	767.689.500	1.044.240.760
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	527.672.000	386.453.000
Titre 4 - 53 Transferts courants	2.912.010.000	2.912.010.000
Total Budget de Fonctionnement	**4.207.371.500**	**4.342.703.760**
TOTAL BUDGET GENERAL	**4.207.371.500**	**4.342.703.760**
Total Général Section 53	**4.207.371.500**	**4.342.703.760**
54 Ministère Santé et de la Prévention		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	28.553.822.620	29.191.061.580
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	13.136.910.000	13.062.110.000
Titre 4 - 54 Transferts courants	20.640.631.000	20.915.431.000
Total Budget de Fonctionnement	**62.331.363.620**	**63.168.602.580**
TOTAL BUDGET GENERAL	**62.331.363.620**	**63.168.602.580**
Total Général Section 54	**62.331.363.620**	**63.168.602.580**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009 Réévaluation Services Votés
55 Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1.117.235.020	1.138.435.860
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	1.155.541.000	1.020.555.000
Titre 4 - 55 Transferts courants	231.000.000	231.000.000
Total Budget de Fonctionnement	**2.503.776.020**	**2.389.990.860**
TOTAL BUDGET GENERAL	**2.503.776.020**	**2.389.990.860**
Total Général Section 55	**2.503.776.020**	**2.389.990.860**
56 Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des Lacs artificiels		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3.173.298.560	3.998.670.960
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	3.512.295.926	3.523.168.926
Titre 4 - 56 Transferts courants	33.620.000	203.620.000
Total Budget de Fonctionnement	**6.719.214.486**	**7.725.459.886**
TOTAL BUDGET GENERAL	**6.719.214.486**	**7.725.459.886**
Total Général Section 56	**6.719.214.486**	**7.725.459.886**
57 MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	1.405.588.780	0
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	1.374.912.000	0
Titre 4 - 57 Transferts courants	657.353.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**3.437.853.780**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**3.437.853.780**	**0**
Total Général Section 57	**3.437.853.780**	**0**
58 Ministère de la Famille et de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	424.269.000	2.127.879.680
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	828.817.000	1.385.193.000
Titre 4 - 58 Transferts courants	356.000.000	1.009.353.000
Total Budget de Fonctionnement	**1.609.086.000**	**4.522.425.680**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1.609.086.000**	**4.522.425.680**
Total Général Section 58	**1.609.086.000**	**4.522.425.680**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009 Réévaluation Services Votés
59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	7.560.169.000	8.595.996.600
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	3.845.820.000	3.845.819.500
Titre 4 - 59 Transferts courants	760.384.000	835.384.000
Total Budget de Fonctionnement	**12.166.373.000**	**13.277.200.100**
TOTAL BUDGET GENERAL	**12.166.373.000**	**13.277.200.100**
Total Général Section 59	**12.166.373.000**	**13.277.200.100**
60 Charges non Réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	33.778.707.440	13.632.126.960
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	68.152.951.665	59.129.976.764
Titre 4 - 60 Transferts courants	84.570.727.000	101.431.527.000
Total Budget de Fonctionnement	**186.502.386.105**	**174.193.630.724**
TOTAL BUDGET GENERAL	**186.502.386.105**	**174.193.630.724**
Total Général Section 60	**186.502.386.105**	**174.193.630.724**
62 Min Elevage		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1.311.566.000	1.468.561.240
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	618.313.000	542.205.000
Titre 4 - 62 Transferts courants	23.142.000	23.142.000
Total Budget de Fonctionnement	**1.953.021.000**	**2.033.908.240**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1.953.021.000**	**2.033.908.240**
Total Général Section 62	**1.953.021.000**	**2.033.908.240**
63 Ministère de l'Information, des Télécommunications, des TICS,du NEPAD, des Relations avec les Institutions et Porte Parole du Gouvernement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	249.803.240	356.739.320
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	1.087.729.000	628.106.000
Titre 4 - 63 Transferts courants	721.370.000	721.370.000
Total Budget de Fonctionnement	**2.058.902.240**	**1.706.215.320**
TOTAL BUDGET GENERAL	**2.058.902.240**	**1.706.215.320**
Total Général Section 63	**2.058.902.240**	**1.706.215.320**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009
		Réévaluation Services Votés
65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1.321.265.300	1.450.083.840
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	431.584.000	321.483.000
Titre 4 - 65 Transferts courants	18.943.568.000	17.276.676.000
Total Budget de Fonctionnement	**20.696.417.300**	**19.048.242.840**
TOTAL BUDGET GENERAL	**20.696.417.300**	**19.048.242.840**
Total Général Section 65	**20.696.417.300**	**19.048.242.840**
66 Ministère des Télécommunications, des postes et TIC		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	158.363.580	0
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	228.607.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**386.970.580**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**386.970.580**	**0**
Total Général Section 66	**386.970.580**	**0**
67 Ministère de la Compétitivité et de la Bonne gouvernance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	126.551.000	0
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	212.104.000	0
Titre 4 - 67 Transferts courants	115.000.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**453.655.000**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**453.655.000**	**0**
Total Général Section 67	**453.655.000**	**0**
69 Ministère du Cadre de Vie et de l'Hygiène publique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 69 Dépenses de personnel	483.982.000	0
Titre 3 - 69 Dépenses de fonctionnement	844.616.000	0
Titre 4 - 69 Transferts courants	300.000.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**1.628.598.000**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1.628.598.000**	**0**
Total Général Section 69	**1.628.598.000**	**0**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2008	Loi de Finances pour l'année 2009
		Réévaluation Services Votés
72 Ministère de l'Hydraulique Rural et du Réseau hydrographique National		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	530.363.740	577.275.900
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	312.959.000	215.709.000
Titre 4 - 72 Transferts courants	55.000.000	55.000.000
Total Budget de Fonctionnement	**898.322.740**	**847.984.900**
TOTAL BUDGET GENERAL	**898.322.740**	**847.984.900**
Total Général Section 72	**898.322.740**	**847.984.900**
73 Ministère des Transports terrestres et des transports aériens		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 73 Dépenses de personnel	487.164.000	0
Titre 3 - 73 Dépenses de fonctionnement	655.641.000	0
Titre 4 - 73 Transferts courants	100.000.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**1.242.805.000**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1.242.805.000**	**0**
Total Général Section 73	**1.242.805.000**	**0**
74 Ministère des Biocarburants et des Energies renouvelables		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 74 Dépenses de personnel	86.061.000	0
Titre 3 - 74 Dépenses de fonctionnement	222.800.000	0
Total Budget de Fonctionnement	**308.861.000**	**0**
TOTAL BUDGET GENERAL	**308.861.000**	**0**
Total Général Section 74	**308.861.000**	**0**
75 Mininstère de l'Enseignement Secondaire, des Centres Universitaires Régionaux (CUR) et des Universités		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	0	42.224.486.220
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	0	1.970.719.700
Titre 4 - 75 Transferts courants	0	59.406.692.000
Total Budget de Fonctionnement	**0**	**103.601.897.920**
TOTAL BUDGET GENERAL	**0**	**103.601.897.920**
Total Général Section 75	**0**	**103.601.897.920**
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	**897.050.000.000**	**964.550.665.200**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 4 :

Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre

En Francs CFA

Section	POUV. PUBL. ET MINISTREES	Titre 2 PERSONNEL	Titre 3 FONCTIONNEMENT	Titre 4 TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
	POUVOIRS PUBLICS				
21	PRESIDENCE REPUBLIQUE		25 000 000	10 360 958 000	10 385 958 000
22	ASSEMBLEE NATIONALE		2 768 250 000		2 768 250 000
23	COMMIS. ELECTORALE NAT. AUTONOME			400 000 000	400 000 000
24	CONS. REP. AFF. ECONOM. SOCIALES				-
25	C. CONSTITUTIONNEL				-
26	C. D'ETAT				-
27	C. CASSATION				-
28	C. COMPTES				-
29	SENAT		1 412 313 000		1 412 313 000
30	PRIMATURE		513 000 000	1 258 000 000	1 771 000 000
	S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS	**-**	**4 718 563 000**	**12 018 958 000**	**16 737 521 000**
31	M. AFF. ETRANG.		1 008 000 000	429 300 000	1 437 300 000
32	M. FORCES ARMEES	1 750 000 000	1 261 100 000	302 000 000	3 313 100 000
33	M. INTERIEUR		6 214 617 200		6 214 617 200
34	M. JUSTICE GARDE DES SCEAUX	46 159 000	978 437 000		1 024 596 000
35	M. FONCT. PUB. TRAV. EMP. ORG. PROF		45 000 000	1 040 629 000	1 085 629 000
39	M SENEG. DE L'EXT. ARTIS. TOURISME		72 699 000	50 000 000	122 699 000
40	M. ECO. TRANSP MARIT. PECHE PISCICULT		275 000 000	50 000 000	325 000 000
41	M. INFR.AST.TRANSP TERREST ET AERIENS		129 301 000	100 000 000	229 301 000
42	M. AGRICULTURE		355 000 000	150 000 000	505 000 000
43	M. ECONOMIE ET FINANCES		666 363 600		666 363 600
44	M. MINES ET INDUSTRIES		25 000 000		25 000 000
45	M. COMMERCE		25 000 000		25 000 000
46	M. URBAN.HABIAT ET CONSTRUCT;		25 000 000		25 000 000
47	M. ENERGIE		25 000 000		25 000 000
48	M. AMENAGEMEN TERRIT. COOP DECENTR AL.		40 000 000		40 000 000
50	M. EDUC. ENS.. PRESCOL. ELEM. . OYEN	24 782 655 000	361 849 000		25 144 504 000
51	M.BIO CARB ENERG REN. RECH. SCIENT.		100 000 000		100 000 000
52	M. SPORTS ET LOISIRS		725 000 000		725 000 000
53	M. CULTURE PATRIM HISTOR. CLAS. . N F		125 000 000		125 000 000
54	M. SANTE ET PREVENTION		725 000 000	4 200 000 000	4 925 000 000
55	M. JEUNESSE ET EMPLOI DES JEUNES		37 162 000	26 000 000	63 162 000
56	M ENVIRO PROTECT. NAT. BASSIN RENT L.A.		625 000 000	158 000 000	783 000 000
58	M. FAMILLE ENTREP FEM MICROFIN		125 000 000		125 000 000
59	M. ENSEIGN. TECHN. FORMAT. PROF	1 409 080 000	525 000 000	50 000 000	1 984 080 000
62	M. ELEVAGE		225 000 000	6 000 000	231 000 000
63	M INFO. TELEC. NEPAD REL INST PP GOUV		608 000 000		608 000 000
65	DECENTRALISAT. ET COLLECT. LOCALES		162 800 000	50 000 000	212 800 000
72	M HYD RUR RES HYDROG NAT.		27 000 000		27 000 000
75	M. ENGN SECOND. CUR. UNIVERSITES	675 529 000	487 847 000	10 500 000 000	11 663 376 000
60	CHARGES NON REPARTIES	2 336 577 000	28 440 120 000	5 154 589 000	35 931 286 000
	S/TOTAL MOYENS DES SERVICES	**31 000 000 000**	**44 445 295 800**	**22 266 518 000**	**97 711 813 800**
	TOTAL GENERAL	**31 000 000 000**	**49 163 858 800**	**34 285 476 000**	**114 449 334 800**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 5 :

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre

EN MILLIERS DE FRANCS

	RESSOUCES ITERNES	RESSOUCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTIONS	
	CP	PT	PT	PT+CP
21 Présidence de la République				
5 Investissements executés par l'éta	1.505.000	7.554.000	3.000.000	12.059.000
6 Transfert en capital	26.205.000	0	0	26.205.000
Total Section :	**27.710.000**	**7.554.000**	**3.000.000**	**38.264.000**
22 Assemblée Nationale				
6 Transfert en capital	500.000	0	0	500.000
Total Section :	**500.000**	**0**	**0**	**500.000**
28 Cour des Comptes				
5 Investissements executés par l'éta	2.125.000	0	0	2.125.000
Total Section :	**2.125.000**	**0**	**0**	**2.125.000**
29 SENAT				
6 Transfert en capital	2.300.000	0	0	2.300.000
Total Section :	**2.300.000**	**0**	**0**	**2.300.000**
30 Primature				
5 Investissements executés par l'éta	2.225.000	10.350.000	3.289.000	15.864.000
6 Transfert en capital	5.259.000	0	0	5.259.000
Total Section :	**7.484.000**	**10.350.000**	**3.289.000**	**21.123.000**
31 Ministère des Affaires Etrangères				
5 Investissements executés par l'éta	10.231.000	0	0	10.231.000
6 Transfert en capital	235.000	0	0	235.000
Total Section :	**10.466.000**	**0**	**0**	**10.466.000**
32 Ministère des Forces Armées				
5 Investissements executés par l'éta	16.202.000	0	0	16.202.000
6 Transfert en capital	907.000	0	0	907.000
Total Section :	**17.109.000**	**0**	**0**	**17.109.000**
33 Ministère de l'Intérieur				
5 Investissements executés par l'éta	6.601.630	0	0	6.601.630
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section :	**6.601.630**	**0**	**0**	**6.601.630**
34 Ministère de la Justice et Garde des Sceaux				
5 Investissements executés par l'éta	4.411.000	0	0	4.411.000
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section :	**4.411.000**	**0**	**0**	**4.411.000**
35 Min Fonction Publi,Travail et Organi Profess				
5 Investissements executés par l'éta	809.000	0	0	809.000

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 5 :

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre

EN MILLIERS DE FRANCS

	RESSOUCES ITERNES	RESSOUCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTIONS	
	CP	PT	PT	PT+CP
35 Min Fonction Publi,Travail et Organi Profess				
6 Transfert en capital	235.000	0	0	235.000
Total Section :	**1.044.000**	**0**	**0**	**1.044.000**
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur, de l'Artisanat et du Tourisme				
5 Investissements exécutés par l'éta	663.000	0	65.000	728.000
6 Transfert en capital	650.000	0	0	650.000
Total Section :	**1.313.000**	**0**	**65.000**	**1.378.000**
40 Ministère de l'Economie Maritime, des Transports Maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture				
5 Investissements executés par l'éta	5.420.000	2.942.000	3.190.000	11.552.000
6 Transfert en capital	3.722.000	0	0	3.722.000
Total Section :	**9.142.000**	**2.942.000**	**3.190.000**	**15.274.000**
41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et Aériens				
5 Investissements executés par l'éta	211.000	31.823.000	31.414.000	63.448.000
6 Transfert en capital	74.787.000	0	0	74.787.000
Total Section :	**74.998.000**	**31.823.000**	**31.414.000**	**138.235.000**
42 Ministère de l'Agriculture				
5 Investissements executés par l'éta	5.120.000	24.713.000	7.552.000	37.385.000
6 Transfert en capital	35.865.000	0	0	35.865.000
Total Section :	**40.985.000**	**24.713.000**	**7.552.000**	**73.250.000**
43 Ministère de l'Economie et des Finances				
5 Investissements executés par l'éta	29.482.970	326.000	1.678.000	31.486.970
6 Transfert en capital	24.765.900	0	0	24.765.900
Total Section :	**54.248.870**	**326.000**	**1.678.000**	**56.252.870**
44 Ministère des Mines, de l'Industrie et des PME				
5 Investissements executés par l'éta	1.582.000	300.000	6.066.000	7.948.000
6 Transfert en capital	3.567.000	0	0	3.567.000
Total Section :	**5.149.000**	**300.000**	**6.066.000**	**11.515.000**
45 Ministère du Commerce				
5 Investissements executés par l'éta	200.000	0	0	200.000
6 Transfert en capital	2.340.000	0	0	2.340.000
Total Section :	**2.540.000**	**0**	**0**	**2.540.000**
46 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat de l'Hydraulique Urbaine, de l'Hygiene Publique et de l'As				
5 Investissements executés par l'éta	4.051.000	1.600.000	3.796.000	9.447.000
6 Transfert en capital	34.027.000	0	0	34.027.000
Total Section :	**38.078.000**	**1.600.000**	**3.796.000**	**43.474.000**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 5 :

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre

EN MILLIERS DE FRANCS

	RESSOUCES ITERNES	RESSOUCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTIONS	
	CP	PT	PT	PT+CP
47 Ministère de l'Energie				
5 Investissements executés par l'éta	3.200.000	12.095.000	3.617.000	18.912.000
6 Transfert en capital	7.518.000	0	0	7.518.000
Total Section :	**10.718.000**	**12.095.000**	**3.617.000**	**26.430.000**
48 Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Coopération décentralisée				
5 Investissements executés par l'éta	110.000	0	0	110.000
Total Section :	**110.000**	**0**	**0**	**110.000**
50 Ministère de l'Education chargé de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire et du Moyen				
5 Investissements executés par l'éta	21.153.000	6.207.000	25.122.000	52.482.000
6 Transfert en capital	4.050.000	0	0	4.050.000
Total Section :	**25.203.000**	**6.207.000**	**25.122.000**	**56.532.000**
51 Ministère des Biocarburants, des Energies Renouvelables et de la Recherche Scientifique				
5 Investissements executés par l'éta	371.000	0	0	371.000
6 Transfert en capital	500.000	0	0	500.000
Total Section :	**871.000**	**0**	**0**	**871.000**
52 Ministère des Sports et des Loisirs				
5 Investissements executés par l'éta	1.400.000	0	1.000.000	2.400.000
6 Transfert en capital	300.000	0	0	300.000
Total Section :	**1.700.000**	**0**	**1.000.000**	**2.700.000**
53 Ministère de la Culture, du Patrimoine Historique Classe, des Langues Nationales et de la Franc				
5 Investissements executés par l'éta	1.889.000	0	743.000	2.632.000
6 Transfert en capital	10.460.000	0	0	10.460.000
Total Section :	**12.349.000**	**0**	**743.000**	**13.092.000**
54 Ministère Santé et de la Prévention				
4 Transferts courants	0	0	0	0
5 Investissements executés par l'éta	9.442.500	6.928.000	7.816.000	24.186.500
6 Transfert en capital	4.742.000	0	0	4.742.000
Total Section :	**14.184.500**	**6.928.000**	**7.816.000**	**28.928.500**
55 Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes				
5 Investissements executés par l'éta	520.000	0	4.692.000	5.212.000
6 Transfert en capital	500.000	0	0	500.000
Total Section :	**1.020.000**	**0**	**4.692.000**	**5.712.000**
56 Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des				
5 Investissements executés par l'éta	4.935.000	6.300.000	8.948.000	20.183.000
6 Transfert en capital	1.855.000	0	0	1.855.000

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 5 :

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre

EN MILLIERS DE FRANCS

	RESSOUCES ITERNES	RESSOUCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTIONS	
	CP	PT	PT	PT+CP
56 Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des				
Total Section :	**6.790.000**	**6.300.000**	**8.948.000**	**22.038.000**
58 Ministère de la Famille et de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance				
5 Investissements executés par l'éta	4.019.000	659.000	4.038.000	8.716.000
6 Transfert en capital	3.088.000	0	0	3.088.000
Total Section :	**7.107.000**	**659.000**	**4.038.000**	**11.804.000**
59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle				
5 Investissements executés par l'éta	8.837.000	0	0	8.837.000
6 Transfert en capital	330.000	0	0	330.000
Total Section :	**9.167.000**	**0**	**0**	**9.167.000**
62 Min Elevage				
5 Investissements executés par l'éta	4.934.000	2.250.000	803.000	7.987.000
6 Transfert en capital	1.065.000	0	0	1.065.000
Total Section :	**5.999.000**	**2.250.000**	**803.000**	**9.052.000**
63 Ministère de l'Information, des Télécommunications, des TICS,du NEPAD, des Relations avec				
5 Investissements executés par l'éta	3.125.000	0	0	3.125.000
6 Transfert en capital	2.900.000	0	0	2.900.000
Total Section :	**6.025.000**	**0**	**0**	**6.025.000**
65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales				
5 Investissements executés par l'éta	1.278.000	8.500.000	5.210.000	14.988.000
6 Transfert en capital	15.121.000	0	0	15.121.000
Total Section :	**16.399.000**	**8.500.000**	**5.210.000**	**30.109.000**
72 Ministère de l'Hydraulique Rural et du Réseau hydrographique National				
5 Investissements executés par l'éta	5.692.000	9.750.000	5.664.000	21.106.000
Total Section :	**5.692.000**	**9.750.000**	**5.664.000**	**21.106.000**
75 Mininstère de l'Enseignement Secondaire, des Centres Universitaires Régionaux (CUR) et des				
5 Investissements executés par l'éta	8.211.000	0	0	8.211.000
Total Section :	**8.211.000**	**0**	**0**	**8.211.000**
Total Général :	**437.750.000**	**132.297.000**	**127.703.000**	**697.750.000**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 5 bis

Financement des dépenses d'investissement

En millions de francs CFA

Titre	INTITULES DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS			
		AP	CP	FA	PT	FA	PT	AP+FA	CP+PT
	Investissements	2 988 063	437 750	1 253 390	132 297	723 706	127 703	**4 965 159**	**697 750**

AP = autorisation de programme — Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement — Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = financement acquis — Financements extérieurs
Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année budgétaire — Financements extérieurs

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 6

Tableau des taxes parafiscales

(Art 33 de la loi organique
Art 17 du projet de loi)

ORGANISME BENEFICIAIRE	NATURE OU OBJET DE LA TAXE	TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES
Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC)	- cotisation professionnelle - prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation et à l'exportation	- loi 75-51 du 3 avril 1975 - décret 94-006 du 9 juin 1994

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 7

Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs

(Art 18 du projet de loi)

IMPUTATION	NATURE DES DEPENSES
BUDGET GENERAL	
Toutes sections	**TOUS LES SERVICES**
Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1	Dépenses de personnel
Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2	Indemnités de logement
Section 31	**AFFAIRES ETRANGERES**
Titre 3 14012005010 6271	Location immeuble
Titre 3 14012005010 6272	Location bâtiment à usage logement
Section 60	**ECONOMIE ET FINANCES (charges communes)**
Titre 4 91222351010 6321	Subvention produits pétroliers et compensation gel tarif électricité et prix des produits pétroliers Dotation au fonds sécurisation des Importations des Produits pétroliers
Titre 4 91922347010 6439	Autres transferts courants aux ménages – soutien aux prix des denrées de première nécessité
	Promotion et développement des céréales locales
Titre 4 91922347010 6914	Contribution du Sénégal aux dépenses de l'assistance technique
Titre 3 91322348010 6233	Couverture de débet
Titre 3 302170008011 6233	Frais d'acte et e contentieux
Titre 5 70095017999 6295	Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs
Titre 6 70095016999 2721	Provisions pour exercice droit de péremption
Titre 4 91216003011 6469	Rémunération du service public
Titre 3 91122343010 6251 Titre 3 91122343010 6252 Titre 3 91122343010 6262	Dépenses permanentes

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 8

ENCOURS DE LA DETTE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

	ENCOURS AU 31.12.2005	ENCOURS AU 31.12.2006	ENCOURS AU 31.12.2007
Crédits multilatéraux	**1493,6**	**490,2**	**612,1**
FMI		10,8	10,8
BIRD/IDA	1125,9	294,4	358,2
BEI/FED/FND	7,9	7,5	11,4
BAD/FAD	225,6	47,9	66,7
OPEP/DADEA/BID/FASA	73,8	71,1	99,8
BOAD/CEDEAO			
AUTRES	60,4	58,5	65,2
Crédits Bilatéraux	**334,4**	**369,5**	**353,4**
Pays de l'OCDE	88,0	84,4	60,2
Pays arabes	228,1	229,6	235,0
Autres	18,3	55,5	58,2
Dette Commerciale	**43,8**	**4,6**	**2,9**
DONT GARANTIE	43,8	4,6	2,9
Total	**1871,8**	**864,3**	**968,5**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 8 bis

SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

en milliards de francs CFA

	SERVICE PREVISIONNEL		
	DETTE EXTERIEURE au 31/12/2007	INT + COM	principal
dette extérieure			
Crédits multilatéraux	**59,21**	**17,79**	**41,42**
dont BIRD/IDA/FIDA	33,40	9,52	23,88
BAD/FAD	6,40	3,60	2,80
OPEP/DADEA/BID	10,68	2,83	7,85
FMI			
Autres crédits	8,73	1,84	6,89
Crédits Bilatéraux	**36,40**	**9,84**	**26,56**
Pays de l'OCDE	21,74	5,70	16,04
Pays arabes	7,04	1,54	5,50
Autres	7,62	2,60	5,02
Autres crédits	**1,56**	**0,11**	1,45
Crédits d'Exportation	1,38	0,08	1,30
Crédits com. Non assurés	0,12	0,03	0,09
Dette rééchelonnéee	0,06		0,06
Total Brut (a)	**97,17**	**27,74**	**69,43**
dette intérieure			
Titres d'Etat	0,98	0,02	0,96
Titres P.B.E.	1,86	0,36	1,50
Remboursement découvert statutaire BCEAO	8,54	0,88	7,66
Obligations du Trésor par adjudication	12,14	4,73	7,41
Sénégal 5,5% 2007-2017			
Sénégal 5,5% 2008-2018			
Obligations du Trésor par appel public à l'épargne	29,31	4,27	25,04
Sénégal 5,5% 2005-2010			
Sénégal 5,5% 2007-2012			
TOTAL	**52,83**	**10,26**	**42,57**
Total général	**150,00**	**38,00**	**112,00**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 9
Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources PPTE/IADM

En millions de francs CFA

Intitulés	Affectation crédits PPTE /IADM
PRISE EN CHARGES MAITRES CONTRACTUELS	9 900 000 000
Total PPTE	**9 900 000 000**
FONDEF	
PRISE EN CHARGE DES VOLONTAIRES DE L'EDUCATION	3 460 000 000
Total IADM	**3 460 000 000**
TOTAL EDUCATION	**13 360 000 000**
TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**13 360 000 000**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 9 bis

LISTES DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES PPTE/IADM

CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM
21 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		
45139	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT CASES TOUT-PETITS	300 000 000
	TOTAL SECTION	**300 000 000**
30 PRIMATURE		
19006	PROJET URGENCE APPUI RECONSTRUCTION CASAMANCE	200 000 000
	TOTAL SECTION	**200 000 000**
35 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES		
28002	PROJET SIDA EN MILIEU PROFESSIONNEL	**28 000 000**
	TOTAL SECTION	**28 000 000**
38 MINISTERE DU PATRIMOINE HISTORIQUE CLASSE, DES LANGUES NATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE		
45004	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ALPHABETISATION QUALIFIANTE	300 000 000
	TOTAL SECTION	**300 000 000**
39 MINISTERE DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME		
23002	FONDS D'APPUI A L'ARTISANAT	300 000 000
49038	FONDS D'APPUI A L'INVESTISSEMENT DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR	250 000 000
32050	PROJET DE PROMOTION DU SECTEUR TOURISTIQUE	100 000 000
	TOTAL SECTION	**650 000 000**
40 MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME, DES TRANSPORTS MARITIMES, DE LA PECHE ET DE LA PISCICULTURE		
14161	PROG DEVELOPPEMENT PECHE CONTINENTALE	500 000 000
14133	AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION D'AIRES DE TRANSFORMATION	300 000 000
	TOTAL SECTION	**800 000 000**
42 MINISTERE DU DEVELOPPPEMENT RURAL ET DE L'AGRICULTURE		
11001	PROG EQUIPEMENT MONDE RURAL	1 000 000 000
11002	PRO APPUI DEVELOPPEMENT RURAL ANAMBE	20 000 000
11003	PRO AGRICOLE/VOLET ENGRAIS	5 000 000 000
11010	PROG AGRICOLE/VOLET PROG SPECIAUX	2 520 000 000
11031	CREATION POLES SEMENCIERS GOANA	1 000 000 000
11017	PROGRAMME AUTOSUFFISANCE EN RIZ	1 000 000 000
11012	FONDFS DE GARANTIE PROJETS AGRICOLES	3 000 000 000
11073	FONDS DE CALAMITES PROJETS AGRICOLES	1 500 000 000
19503	FONDS NAT DEVPT AGRO-SYLVO-PASTORAL	500 000 000
	TOTAL SECTION	**15 540 000 000**
44 MINISTERE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE		
22834	PLATES -FORMES MULTIFONCTIONNELLES	375 000 000
	TOTAL SECTION	**375 000 000**
45 MINISTERE DU COMMERCE		
31007	PROJET D'IMPLANTATION DES MAGASINS DE REFERENCE	1 000 000 000
31008	CENTRALE D'ACHAT	1 000 000 000
	TOTAL SECTION	**2 000 000 000**
46 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME, DE L'HYDRAULIQUE URBAINE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT S INFRASTRUCTURES ET DE L'ASSAINISSEMENT		
41003	ASSAINISSEMENT DU QUARTIER DAROU DE SAINT-LOUIS	295 000 000
41002	DRAINAGE DES EAUX TRIANGLE SUD	900 000 000
41605	PROJET ASSAINISSEMENT DIOURBEL	390 000 000
41615	PEPAM-REALISAT° 4500 OUVRAGES D'ASSAINISS. INDIV. ET DE 75 EDICULES PUBLICS EN MILIEU RURAL	420 000 000
	TOTAL SECTION	**2 005 000 000**
47 MINISTERE DE L'ENERGIE		
24081	PROJET DIFFUSION SERVICES ELECTRIQUES MILIEU RURAL	1 118 000 000
24089	PROGRAMME D'URGENCE ELECTRIFICATION RURALE	5 000 000 000

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

	TOTAL SECTION	**6 118 000 000**
50 MINISTERE DE L'EDUCATION CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE, DE L'ELEMENTAIRE ET DU MOYEN		
45027	PROJET CONSTRUCTION COLLEGES DE PROXIMITE	2 960 000 000
45029	PROJET DE CONSTRUCTION DE 5 DARAAS MODERNES	600 000 000
45015	CONSTRUCTIONS DE SALLES DE CLASSES COLLECTIVES	4 000 000 000
45024	PROJET DE RESORPTION DU DEFICIT EN MOBILIER	300 000 000
45025	PROJET DE CONSTRUCTION ET EPUIPEMENT DE 200 CLASSES	1 000 000 000
45014	MANUELS SCOLAIRES	2 000 000 000
	TOTAL SECTION	**10 860 000 000**
54 MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION		
44085	COMPLEMENT HOPITAUX FATICK ET ZIGUINCHOR	1 000 000 000
44139	CONSTRUCTION HOPITAL DALAL JAM	1 056 000 000
44151	CONSTRUCTION REHABILITATION ET EQUIPEMENT POSTES DE SANTE	1 400 000 000
	TOTAL SECTION	**3 456 000 000**
55 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES		
42522	SANTE DE LA REPRODUCTION DES JEUNES	50 000 000
	TOTAL SECTION	**50 000 000**
56 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE, DES BASSINS DE RETENTION ET DES LACS ARTIFICIELS		
15512	PROG.REAL.BASSINS DE RETENTION	1 000 000 000
13009	VILLAGES FRUITIERS FORESTIERS	150 000 000
15002	PROJET PETITE IRRIGATION LOCALE	150 000 000
	TOTAL SECTION	**1 300 000 000**
58 MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ ET DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ		
46159	RECONSTITUTION STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE	1 000 000 000
46143	DOTATION AU FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	500 000 000
46153	CREDIT FEMMES	1 000 000 000
29825	FONDS D'IMPULSION A LA MICROFINANCE	130 000 000
46158	PROJET RBC HANDICAPES	300 000 000
46110	APPUI AUX GROUPEMENTS FEMININS	800 000 000
46155	PROG DE LUTTE CTRE LES PIRES FORMES DE TRAV/ ENFANTS	320 000 000
29830	FONDS NATIONAL DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ	1 000 000 000
	TOTAL SECTION	**5 050 000 000**
59 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
45082	PROJET CONSTRUCTION CENTRE MAINTENANCE ET QUALIFICATION PROFESSIONNELLE	385 000 000
	TOTAL SECTION	**385 000 000**
62 MINISTERE DE L'ELEVAGE		
12016	FONDS D'APPUI A LA STABULATION	800 000 000
12018	PROGRAMME NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE	1 750 000 000
12065	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA PROTECTION ZOOSANITAIRE	400 000 000
	TOTAL SECTION	**2 950 000 000**
65 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES		
11013	PISTES COMMUNAUTAIRES APPUI PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT LOCAL	571 000 000
	TOTAL SECTION	**571 000 000**
72 MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE NATIONAL		
15086	RENOUVELLEMENT ANCIENS FORAGES	500 000 000
15523	PEPAM AEP BAD MILIEU RURAL LOUGA, KOLDA	557 000 000
15520	PEPAM-FOURNITURE ET POSE DE 150 COMPTEURS DE PRODUCTION	300 000 000
15089	AEP NDIOSMONE PALMARIN	982 000 000
15023	PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE TOUBA	473 000 000
15522	PEPAM REALISATION 12 FORAGES MULTIVILLAGES	250 000 000
	TOTAL SECTION	**3 062 000 000**
TOTAL GENERAL		**56 000 000 000**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 10

SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)	
		2008	2009
1	AGENCE NATIONALE DE SECURITE	150	150
2	AGENCE INFORMATIQUE DE L'ETAT	50	50
3	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTIS. GRANDS TRAVAUX (APIX)	800	800
4	AGENCE DE LA CASE DES TOUT PETITS	582,5	582,5
5	AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER	50	50
6	AGENCE NAT. RELANCE DES ACTIVITES ECON. SOC.EN CASAMANCE (ANRAC)	300	300
7	MCA AGENCE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PLATEFORME DU MILLEN. DIAMNIADIO	262	262
8	AGENCE POUR LA PROPRETE DE DAKAR (APPROSEN)	300	300
9	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE	2 583,10	2 583,10
10	AGENCE POUR LA PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE	55	55
11	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME	100	150
12	AGENCE DE REGULATION DES MARCHE	201,3	201,3
13	AGENCE SENEG. PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	200	200
14	AGENCE POUR LA PROMOT. ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT (APDA)	210	210
15	AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT)	290	290
16	AGENCE POUR LA PROMOTION DES SITES INDUSTRIELS (APROSI)	185	185
17	AGENCE SENEGALAISE DE NORMALISATION	49,6	49,6
18	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	441,9	441,9
19	AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	125	125
20	AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE	400	400
21	AGENCE DE L'AVIATION CIVILE	100	100
22	AGENCE NATIONALE DE PEDOLOGIE	150	150
23	AGENCE POUR LA REINSERTION DES MILITAIRES	100	100
24	AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE	150	150
25	ANCAR	1 021,00	1 021,00
26	AGENCE POUR LE PLAN REVA	50.0	50
27	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	234,2	1000,415
28	AGENCE DES ECO VILLAGES		50
29	AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE		50
30	AGENCE NAT. CADRE DE VIE ET DE LA QUALITE DE LA CONSOMMATION		50
31	AGENCE NATIONAL DE LA GRANDE MURAILLE VERTE		50
32	AGENCE DES AEROPORTS DU SENEGAL		50
33	AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL		50
34	AGENCE NATIONALE DES GRANDS PROJETS HOSPITALIERS		50
35	AGENCE NAT.REGULATION TELECOMMUNICATIONS DES POSTES		50
36	AGENCE NAT.DES AIRES COMMUNAUTAIRES		50
37	AGENCE NATIONALE AEROPORTS DU SENEGAL		50
38	AGENCE NATIONALE PROMOTION DES EXPORTATIONS		200
39	AGENCE NATIONALE HAUTE AUTORITE DU DESERT		50
40	AGENCE NATIONALE DEVELOPPEMENT LOCAL		50
	total	**9 090,6**	**10 756,815**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013

ANNEXE 10 bis

SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)	
		2008	2009
1	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)	15 500	6 760
2	AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER (ANCF)		
3	AGENCE DE REINSERTION SOCIALE ARMEES (ARSA)	225	259
4	AGENCE DE CONSTRUCTION ET REHABILITATION DU PATRIMOINE BATI DE L'ETAT (ACRPE)	29 214	
5	AGENCE AUTONOME DES TRAVAUX ROUTIERS (AATR)	62 448	70 896
6	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)	662	2 310
7	AGENCE NATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CASAMANCE (ANRAC)	550	550
8	AGENCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN REVA (APLANREVA)	500	1 014
9	AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)	6 784	6 268
10	AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT)	331	127
11	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	400	175
12	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME (ANPT)	200	100
13	AGENCE NATIONALE POUR L'OCI (ANOCI)	2 000	16 417
14	AGHENCE DE DEVELOPPMENT MUNICIPAL (ADM)	300	1 300
15	AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM)	200	200
16	AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS (ASEPEX)	250	100
17	AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (ANEJ)		
18	AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP)	600	730
19	AGENCE DE L'INFORMATIQUE DE L'ETAT	2 600	1600
20	AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE	1 000	500
21	AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	150	
22	AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE	3 035	
23	AGENCE DES ECO VILLAGES		70
24	AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE		650
25	AGENCE POUR LA PROPRETE DU SENEGAL		650
26	AGENCE SENECLIC RESEAU NATIONAL DE SOLIDARITE NUMERIQUE		60
27	AGENCE NAT. CADRE DE VIE ET DE LA QUALITE DE LA CONSOMMATION		600
28	AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE		500
29	AGENCE DES AEROPORTS DU SENEGAL		520
30	AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL		50
31	AGENCE NATIOANLE DE CONSEIL AGRICOLE ET RURAL		253
	TOTAL	**126 949**	**112 659**

Copyright © C.D.I Direction des Relations avec les Institutions 2013